

PLATEFORME PROFESSIONNELLE ADDICTION OCCITANIE - 2PAO

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres, aux adhérents,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association 2PAO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

En application de la loi, nous vous signalons l'absence des informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Toulouse, le 22 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes



Exco A²A TOULOUSE
Pierre d'Agrain

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION BILAN ACTIF

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	3 720	3 720		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours	18 360		18 360	18 360
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 200	1 200		
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	63 290	55 909	7 381	14 330
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 500		1 500	1 500
TOTAL (I)	88 070	60 829	27 241	34 190
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	551		551	315
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	31 095		31 095	70 569
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	281 136		281 136	267 585
Charges constatées d'avance	7 314		7 314	3 053
TOTAL (II)	320 095		320 095	341 522
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	408 165	60 829	347 336	375 712

ASSOCIATION BILAN PASSIF

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 536	7 536
Autres		
Report à nouveau	120 182	84 537
Excédent ou déficit de l'exercice	1 576	35 645
<i>Situation nette (sous total)</i>	129 294	127 718
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	129 294	127 718
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	58 402	153 668
TOTAL (II)	58 402	153 668
PROVISIONS		
Provisions pour risques	59 635	13 909
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	59 635	13 909
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 672	35 493
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 453	44 138
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	379	786
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	501	
TOTAL (IV)	100 005	80 417
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	347 336	375 712

ASSOC. BILAN PASSIF AP AFF.

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF (après répartition)	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 536	7 536
Autres		
Report à nouveau	120 182	84 537
Excédent ou déficit de l'exercice	1 576	35 645
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>129 294</i>	<i>127 718</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	129 294	127 718
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	58 402	153 668
TOTAL (II)	58 402	153 668
PROVISIONS		
Provisions pour risques	59 635	13 909
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	59 635	13 909
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 672	35 493
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 453	44 138
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	379	786
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	501	
TOTAL (IV)	100 005	80 417
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	347 336	375 712

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE) VAR.

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	1 560	430	1 130	262,79
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	998	6 956	-5 958	-85,65
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	466 852	513 138	-46 286	-9,02
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie		35 181	-35 181	-100,00
Contributions financières				
Reprises sur amorts, dépr., prov. et transf. charges				
Utilisations des fonds dédiés	145 586	106 500	39 086	36,70
Autres produits		5	-5	-100,00
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	614 996	662 210	-47 214	-7,13
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	97 591	105 690	-8 099	-7,66
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	10 290	4 630	5 661	122,27
Salaires et traitements	290 937	260 829	30 107	11,54
Charges sociales	109 460	89 377	20 083	22,47
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 598	8 050	-452	-5,61
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	50 319	153 668	-103 349	-67,25
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	566 195	622 244	-56 049	-9,01
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	48 801	39 965	8 835	22,11
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	31	29	2	5,88
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	31	29	2	5,88
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	31	29	2	5,88
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	48 832	39 995	8 837	22,10

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE) VAR.

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	136	91	45	48,98
Sur opérations en capital	12	8	4	50,82
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	148	99	49	49,13
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	1 615	476	1 139	239,45
Sur opérations en capital	62	7	55	830,17
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.	45 727	3 966	41 761	1 052,93
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	47 403	4 449	42 955	965,60
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-47 256	-4 349	-42 906	-986,47
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	615 175	662 338	-47 163	-7,12
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	613 599	626 693	-13 094	-2,09
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 576	35 645	-34 069	-95,58

ANNEXES DES COMPTES

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXES DES COMPTES

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Information		
	Produite	Non significative	Non applicable
PRÉSENTATION			
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN			
CRÉDIT BAIL			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS			
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DES FONDS PROPRES			
TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	O		
<i>Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public</i>			
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS	O		
TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE	O		
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS			
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)			
TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD			
COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)			
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
LES ENGAGEMENTS	O		
ANNEXE COVID-19			
DETTES LIÉES À LA COVID-19			
COMMENTAIRE	O		

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 347 336,22 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 1 575,97 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Dans son Assemblée Générale Extraordinaire du 2 décembre 2020, il a été acté que désormais, dès le 1er janvier 2021, le RAMIP devient 2PAO (Plateforme Professionnelle Addiction Occitanie).

« Le RAMIP ne disparaît pas complètement, il se transforme dans une évolution rendue nécessaire et que nous avons voulue, réfléchie et construite sans renoncer à nos valeurs et dans le partage d'une éthique humaniste que nous revendiquons et souhaitons porter et promouvoir tous ensemble, chacun à son rythme dans toute la Région Occitanie ».

Dans le cadre de la loi NOTRe concernant la fusion des régions ainsi que les dispositifs de santé, une fusion entre les réseaux addictions a été demandée par l'ARS. Par conséquent, 2PAO et REAL48 devaient fusionner en avril 2022 avec une rétroactivité en janvier 2022. Cette fusion ne représenterait qu'une partie de l'activité de REAL48 (soit sa mission de réseau) ; sa mission de prévention serait menée par l'Association Addictions France.

Cependant, cette opération a été annulée sous les ordres de l'ARS.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'autorité des normes comptables (ANC) a publié le nouveau règlement 2018-06 sur la comptabilité des associations paru au Journal Officiel le 30 Décembre 2018. Applicable aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, il abroge l'ancien référentiel (CRC99-01) et la première application concerne les exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2020. Ce règlement a été précisé et amendé par le règlement 2020-08 du 04 Décembre 2020.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

La Plateforme Professionnelle Addiction Occitanie est une association loi 1901. Depuis 30 ans, elle a pour but de créer et de faciliter le partenariat entre les structures spécialisées en addictologie, le premier recours et les acteurs du médico-psychosociaux.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le réseau 2PAO (Plateforme Professionnelle Addiction Occitanie) est une association loi 1901. Depuis 30 ans, elle a pour but de faciliter le lien entre les acteurs en addictologie et les structures qui accompagnent des personnes avec des conduites addictives.

La finalité est de rendre lisible le parcours de soin de ces dernières.

Les activités principales de l'association sont les suivantes :

- Les Groupes Territoriaux : réunion de mise en lien des acteurs sur un département de l'Occitanie afin de faire émerger un projet commun et travailler ensemble
- Les sensibilisations : réunion d'information autour de l'accompagnement et la prise en charge de l'addiction auprès de professionnels
- Les groupes de travail : conférences/ débats qui sont organisés par des professionnels autour d'une thématique plus approfondie sur l'addictologie et les pratiques existantes
- L'animation de projet expérimentale des microstructures Addictions.

Les moyens mis en œuvre :

Siège à Toulouse

Avec 8 salariés

12 bénévoles actifs

Financement à 100% ARS

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Installations techniques	5 ans
- Matériel de bureau	3 ans
- Matériel de transport	5 ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS DEDIES

Le règlement ANC 2018-06 prévoit la comptabilisation de la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis, qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est inscrit en charges d'exploitation dans le compte 689 sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ». A l'ouverture de l'exercice suivant, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges, est comptabilisée dès qu'il existe une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, nettement précisée quant à son objet, dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les articles 211-2 et 211-3 du nouveau référentiel ANC n° 2018-06 imposent la valorisation et la comptabilisation des contributions volontaires en nature, au pied du compte de résultat en compte de classe "8" si l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires et si la nature et l'importance des contributions volontaires sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

L'entité estime que la comptabilisation en classe 8 des contributions volontaires en nature n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement.

POur cet exercice, aucun suivi n'a été fait pour évaluer ces contributions.

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations			
					suite à réévaluation	acquisitions		
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL	22 080			
CORPORELLES	Terrains							
	Constructions	Sur sol propre		1 200				
		Sur sol d'autrui						
	Inst. générales, agencts & aménagts construct.							
	Installations techniques, matériel & outillage industriels							
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers						
		Matériel de transport		25 168				
		Matériel de bureau & mobilier informatique		37 474		649		
Emballages récupérables & divers								
Immobilisations corporelles en cours								
Avances et acomptes								
TOTAL				63 841		649		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence							
	Autres participations							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières			1 500				
TOTAL				1 500				
TOTAL GENERAL				87 421		649		
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine	
				par virt poste	par cessions			
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.			TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles			TOTAL			22 080	
CORPORELLES	Terrains							
	Constructions	Sur sol propre				1 200		
		Sur sol d'autrui						
	Inst. gal. agen. amé. cons							
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.							
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers						
		Matériel de transport				25 168		
		Mat. bureau, inform., mobilier				38 123		
Emb. récupérables & divers								
Immobilisations corporelles en cours								
Avances et acomptes								
TOTAL						64 490		
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence							
	Autres participations							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts & autres immob. financières					1 500		
TOTAL						1 500		
TOTAL GENERAL						88 070		

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 720			3 720
TOTAL	3 720			3 720
Terrains				
Constructions	1 200			1 200
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles	20 807	2 798		23 605
	27 503	4 800		32 304
TOTAL	49 511	7 598		57 109
TOTAL GENERAL	53 230	7 598		60 829

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 500		1 500
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	551	551	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	172	172	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	23 616	23 616	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	7 205	7 205	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	102	102	
	Charges constatées d'avance	7 314	7 314	
TOTAUX		40 460	38 960	1 500
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	7 314
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	7 314

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	30 821
Disponibilités	
TOTAL	30 821

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	7 535,59				7 535,59
Report à nouveau	84 537,21		35 645,11		120 182,32
Excédent ou déficit de l'exercice	35 645,11		1 575,97	35 645,11	1 575,97
TOTAUX	127 717,91		37 221,08	35 645,11	129 293,88

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
FIR FONCTIONNEMENT	133 858,82	45 495,43	133 859,00			45 495,25	
FIR ANIMATIONS MICRO STRUCTURES	15 388,93		7 306,94			8 081,99	
FIR AXE PORTAIL	4 420,44	4 824,02	4 420,00			4 824,46	
TOTAL	153 668,19	50 319,45	145 585,94			58 401,70	

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

LEGS, DONATIONS OU ASSURANCES-VIE

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	16 672	16 672		
Personnel & comptes rattachés	20 849	20 849		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	29 080	29 080		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	32 524	32 524		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	279	279		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	501	501		
TOTAUX	99 905	99 905		

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

ANNEXE ASSO NOUVELLE CHARTE AC

Association 2PAO

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	501
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	501

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 178
Dettes fiscales et sociales	62 382
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	68 559

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 14 537,00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation	3,35 %
Table de mortalité	DEFINITIVE 2018-2020
Départ volontaire à	64 ans
Taux de rotation	

Le réseau 2PAO dispose dans son effectif une salariée née en 1 958 et ayant donc atteint l'âge de la retraite. L'éligibilité à l'IDR est conditionnée relativement à la convention collective de ce secteur d'activités étant conditionnée à un minimum de 10 ans d'ancienneté dans l'association ou de 15 ans sous le régime de cette même convention tous employeurs confondus.

Cette condition n'étant pas remplie, le calcul de la provision pour cette dernière affiche 0. Elle n'apparaît donc pas sur la liste des salariés pour lesquels le calcul a été fait.

COMMENTAIRES COVID-19

L'exercice a été marqué par la poursuite de la pandémie de Covid-19 sur l'ensemble du territoire.
L'entité constate que la crise sanitaire (COVID-19) n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

COMMENTAIRES SUR LE CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL

Le contexte économique international actuel a fortement impacté les coûts. Cette hausse des coûts est fortement concentrée les prix des matières premières et de l'énergie. Cependant, il n'y a pas eu d'impact significatif sur l'association pour cet exercice.

HONORAIRES CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 320 euros HT, décomposés de la manière suivante :

- 4 320€ honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes
- 0€ honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11.

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

INTITULE	MONTANTS			
	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	CLOTURE
PROVISIONS POUR INDEMNITES DE LICENCIEMENT	13909	45727		59635
TOTAL	13909	45727		59635

Cette provision se rapporte au coût du licenciement au cas où le réseau ne recevrait plus le financement de l'ARS.